

**MARDI 18 NOVEMBRE 2014**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = Le pic pétrolier a eu lieu en 2006 ! p.3
- = BCE, Fed, Banque du Japon : l'assouplissement quantitatif n'est pas le même partout... p.4
- = Course à la dévaluation et guerre des monnaies... p.8
- = OPEP : Coupera, coupera pas ? Réponse au plus tard le 27 novembre p.10
- = « L'aveu de la Banque centrale Suisse !!... » p.14
- = États-Unis : hausse du déficit budgétaire fédéral en octobre p.17
- = La vérité sur l'état du Japon et le mensonge de la relance de la croissance p.18
- = Les banques ont-elles les reins solides ? p.21
- = « La Russie est prête à faire face à une baisse catastrophique des prix énergétiques » p.23
- = Services pétroliers : Baker Hughes racheté par Halliburton p.26
- = La crise : une conjonction incertaine p.27
- = L'euro à 18 pays était une erreur avérée...mais c'est trop tard p.29
- = La baisse du pétrole profite aux consommateurs mais déstabilise les pays producteurs p.29
- = Stratégie Chinoise p.32
- = Draghi le charmeur et les USA dans le coma p.36



## VIDÉOS du JOUR

### Jim Rickards: Coming Economic Depression



<http://www.youtube.com/watch?v=KYW5OGWfqJc> (anglais, 45 minutes)



## Olivier Delamarche : « le yen va valoir 0 »

<http://www.agoravox.tv/actualites/economie/article/olivier-delamarche-le-yen-va-47645>

=====

**Jean-Luc Mélenchon : "La dette ne sera jamais payée parce qu'elle est impayable. Nous sommes dans un compte à rebours avant une banqueroute européenne !" - Novembre 2014**



[http://www.bluelman.name/Des\\_Videos\\_Remarquables.php?NumVideo=7800#NAVIGATION](http://www.bluelman.name/Des_Videos_Remarquables.php?NumVideo=7800#NAVIGATION)

Cette vidéo est un extrait d'une interview de Jean-Luc Mélenchon sur la radio France Info. Il y parle clair et franc : les dettes souveraines ne seront jamais remboursées et nous sommes au bord d'une banqueroute européenne.

Il était temps qu'un homme politique affirme publiquement ce que nous savons déjà depuis au moins cinq ans. Peut-être que certains hommes politiques commencent à préparer l'opinion publique à la catastrophe qui s'en vient ?

=====

**Philippe Béchade : Dividendes des entreprises : "tout n'est que mensonge"**



<http://www.agoravox.tv/actualites/economie/article/philippe-bechade-dividendes-des-47578>



## **Le pic pétrolier a eu lieu en 2006 !**

ARCHIVES, Hervé Kempf mercredi 24 novembre 2010 LeMonde.fr

**Le pic pétrolier s'est produit en 2006, indique l'Agence internationale de l'énergie [AIE]. [C'est donc officiel.]** En bonne logique, cette phrase aurait dû faire la Une de la presse mondiale **[mais ça n'a pas été le cas]**, les Bourses auraient chuté, et l'on aurait enfin répondu à la question : « *Sachant que ce système est totalement vermoulu, à quel moment en change-t-on ?* » La réponse aurait été : « *Maintenant !* »

Reprenons les faits. Le pic pétrolier est le moment où la production de pétrole commence à décroître. Depuis une quinzaine d'années, nombre de géologues avertissent de l'imminence de ce moment capital : il signifie en effet que le régime énergétique du monde, fondé sur l'or noir depuis près d'un siècle, va devoir changer radicalement. On ne va pas manquer de carburant du jour au lendemain, mais il va falloir diminuer sa consommation. La théorie du pic pétrolier s'est imposée. Et la question est devenue : quand aura-t-il lieu ?

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) vient de répondre dans son rapport annuel, intitulé *World Energy Outlook 2010*, publié à la mi-novembre. Elle énonce ainsi sa prévision : « *La production de pétrole brut se stabilise plus ou moins autour de 68-69 Mb/j (millions de barils par jour) à l'horizon 2020, mais ne retrouve jamais le niveau record de 70 Mb/j qu'elle a atteint en 2006* » (p. 7 du document). Autrement dit, le pic s'est produit en 2006.

Depuis 2006, justement, il y a eu une forte hausse des prix du pétrole (en partie spéculative), puis une crise économique. Cette augmentation des prix a rentabilisé l'exploitation de pétroles « *non conventionnels* », tels que les

sables bitumineux, qui compensent en partie le déclin du pétrole.

L'AIE prévoit une augmentation mondiale de la consommation d'ici à 2035. Comment la satisfaire ? En pompant davantage les réserves de l'Arabie saoudite, et en développant sables bitumineux, pétrole de l'Arctique et pétrole sous-marin très profond. Problème : ces exploitations sont encore plus polluantes que la production de pétrole classique, et l'on peut douter des capacités de l'Arabie saoudite. Conclusion mezza voce : la crise pétrolière approche à grands pas.

Comment y échapper ? Le moins mauvais des scénarios de l'AIE est dit « 450 » : on limite les émissions de gaz à effet de serre pour ne pas dépasser un réchauffement de 2°C. Il suppose de réduire rapidement la demande de pétrole : outre le gain pour le climat, cela permettrait d'éviter la pollution due aux pétroles non conventionnels, et réduirait les investissements nécessaires à leur développement, ce qui est bon pour l'économie. Mais cela impliquerait de... changer de politique... maintenant. Ah, horreur !

---

Source : Cet article a été publié dans *Le Monde* daté du 24 novembre 2010.

This article has been translated in English by Truthout.org : *Peak oil happened in 2006*  
<http://www.truth-out.org/peak-oil-h...>

Lire aussi : *L'Europe doit se préparer au choc pétrolier* <http://www.reporterre.net//spip.php...>

## **BCE, Fed, Banque du Japon : l'assouplissement quantitatif n'est pas le même partout...**

18 nov 2014 | **Philippe Béchade** | **La Chronique Agora**

▪ Wall Street enchaîne les records... mais depuis 10 jours, les indices américains progressent à la vitesse d'une liasse de billets qui se consume dans un grille-pain.

Prenez le Dow Jones ou le S&P 500 : ils ont pris 0,4% en six séances — dont cinq de hausse et aucun repli de plus de 0,1% à déplorer. Le moteur de la hausse semble tourner au "super ralenti".

Si Wall Street était un Land Rover, on pourrait croire qu'il grimpe la pente tracté par son treuil électrique — et non plus grâce à la puissance de son six-

cylindres.

Peut-être que cette métaphore contient plus qu'une petite part de vérité. Les opérateurs avaient de longue date anticipé que la Fed cesserait de fournir du carburant fin octobre ; ils ont commencé à quitter les gradins dès la mi-septembre, convaincus qu'il ne se passerait plus rien d'excitant sur la piste.

Et puis la banque centrale du Japon a débarqué sans prévenir avec sa grosse citerne. Elle a réinjecté 20 milliards de dollars dans le réservoir des "top fuel", lesquels ont entamé une envolée d'anthologie (+13,5% pour le Nasdaq, +15% pour le Dow Transport).

Vous connaissez le principe des courses de dragster : une accélération digne d'un carreau d'arbalète dès que le pilote met les gaz, de 0 à 400 km/h en moins de 10 secondes... et puis le pilote libère le parachute afin de freiner l'engin. Ensuite, il n'est plus question que d'inertie puisque le réservoir du bolide contient juste de quoi parcourir les 400 premiers mètres.

Une fois à l'arrêt, le seul moyen de revenir au stand, c'est de se faire tracter par un 4×4... Et pour filer la métaphore, ce 4×4, c'est le cycle d'injection promis par la BCE. La BCE y va par petits coups d'accélérateur : pas de question de libérer toute la puissance "à la japonaise", façon banzaï.

#### ▪ L'Europe à petits pas

Mario Draghi a confirmé lundi devant le Parlement européen qu'il ferait tout pour pérenniser l'euro "*whatever it takes*" ["à tout prix", ndlr.] et que les dettes souveraines faisaient partie des cibles de rachats... Cependant, du principe au passage à l'acte, il y a de la marge et le diable se niche dans les détails. En effet, il faudra abaisser les exigences de solidité de la BCE pour soutenir les dettes périphériques et l'Allemagne n'est pas prête à y consentir : du AA ou du A+, passe encore, mais du BB-, c'est *nein*.

Même si les marchés anticipent un QE, les injections promises par la BCE ne sont pas susceptibles d'emballer le régime moteur pour enclencher le turbo.

Pour l'heure, cela reste du diesel... et cela le restera — selon les marchés — tant que l'Allemagne n'autorisera pas Mario Draghi à écraser le champignon pour de bon (racheter des dettes qui ne seront jamais remboursées, comme la Fed ou la Banque du Japon).

Mais je suis convaincu depuis le départ que même en substituant le diesel par du nitro-méthane, le 4×4 ne sera transformé jamais en dragster parce que

l'arbre de transmission n'est pas conçu pour supporter un soudain excès de surpuissance.

Ce n'est pas tout : le jeu des engrenages économiques n'est pas — et dès le départ — configuré de façon identique en Europe et aux Etats-Unis. Il est donc totalement illusoire de s'attendre au même effet de richesse que celui théorisé par la Fed ou la Banque du Japon.

Un "effet richesse" qui, entre parenthèses, ne profite qu'aux 1% les plus riches aux Etats-Unis... ou, soyons larges, aux 3% les plus fortunés.

Les futurs retraités européens — à part les quelques milliers de millionnaires qui ont transféré leur patrimoine en actions vers Londres, la Belgique ou Singapour — ne peuvent guère espérer que les largesses monétaires de Mario Draghi change leur train de vie... ou leur procure l'illusion d'une richesse inattendue.

#### ▪ **Des différences cruciales**

Les systèmes de retraite européens sont essentiellement basés sur la répartition et non sur la capitalisation. Ce sont les actifs qui financent la rente des retraités. Pourvu que la pyramide des âges ne se rétrécisse pas à sa base et que la croissance des revenus soit au rendez-vous, alors l'ensemble des générations voit son niveau de vie s'élever.

Dans le cas contraire, c'est l'appauvrissement général qui s'enclenche tout aussi inexorablement... et retarder l'âge de la retraite s'avère désastreux quand le problème principal réside dans l'intégration des jeunes sans grande expérience.

Le report de la sortie de la vie active ne fonctionne que sur le papier. Il ne donne aucun résultat probant en pratique car notre époque semble devenue allergique aux cinquantenaires... et le marché de l'emploi devient une machine à exclure pour ceux qui se rapprochent de la soixantaine.

Les "libéraux" ne cessent de clamer que la solution consiste à basculer vers un système par capitalisation. Admettons que la France par exemple succombe au modèle anglo-saxon : il restera à convaincre les épargnants d'investir soit dans des émissions obligataires qui ne rapportent rien, soit dans des fonds en actions dont les cours sont gonflés à l'hélium et complètement déconnectés de l'économie réelle.

Les Européens — Britanniques exceptés — ont une aversion naturelle au

surendettement et se montrent méfiants envers les bulles d'actifs... contrairement aux Américains qui s'accommodent des deux et qui sont prêts à soutenir des mécanismes monétaires complètement artificiels, pourvu que cela soutienne la consommation et génère une baisse apparente du chômage. Mais une vérité qui n'est pas belle à voir s'étale de plus en plus clairement au grand jour : les *quantitative easings* massifs, cela ne fonctionne pas... sauf à truquer les chiffres comme le font sans vergogne les gouvernements américains successifs. Dès qu'il faut doper les chiffres de la croissance, le Pentagone renforce son arsenal conventionnel et nucléaire (à crédit naturellement) et le tour est joué.

### ▪ **Le Japon sans les freins**

Le Japon ne peut guère tirer sur cette grosse ficelle. Si Shinzo Abe s'y risquait, ce serait considéré par la Chine comme un réarmement à vocation hostile, et ce serait le début d'une dangereuse escalade.

Le Japon retombe donc en récession et aligne un second trimestre de contraction de son PIB (-0,4% du PIB au troisième trimestre après -1,9% au deuxième trimestre, soit -1,6% en rythme annuel).

De gros benêts se sont empressés d'affirmer que le gouvernement Abe est sur la bonne voie et doit impérativement garder le cap. Selon eux, le Japon a simplement été victime — comme les Etats-Unis neuf mois auparavant — des mauvaises conditions météorologiques (trop de vent, trop de pluie, trop de chaleur...).

Les réformes structurelles, financées par la dette, doivent être poursuivies — quitte à faire exploser les déficits en repoussant aux calendes grecques la prochaine hausse de TVA.

Pas grave, la Banque du Japon imprimera autant de yens que nécessaire, durant des décennies s'il le faut... puisque c'est ce que les marchés réclament.

Et les marchés ne se trompent jamais — il leur arrive juste de changer d'avis : le Japon verra alors fondre sur lui un nouveau type de typhon.

## [Course à la dévaluation et guerre des monnaies...](#)

18 nov 2014 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Après le déclenchement de la crise économique et financière mondiale, les

principales banques centrales et les gouvernements ont essayé par tous les moyens de trouver une solution appropriée. La première étape a été la mise en oeuvre de mesures d'urgence pour sauver les banques et les compagnies d'assurance. La deuxième étape a été le lancement d'une politique monétaire expansive. La troisième étape a consisté à créer quantité de programmes de relance économique, tous financés à crédit. Comme cela n'a pas suffi, on est passé à une quatrième étape : une politique monétaire ultra-expansive jamais vue, avec l'assouplissement quantitatif et le recours sans limite à la dette publique. Tout cela étant resté sans succès véritable, on est rentré dans une cinquième étape consistant, pour les pays, à utiliser sanctions et mesures protectionnistes. Inévitablement commence maintenant une sixième étape : course à la dévaluation et guerre des monnaies.

[NDLR : Comment réagir face à ce changement de paradigme, en tant qu'investisseur individuel ? Plus d'informations très bientôt...]

Sur les marchés des devises, la dévaluation est déjà en cours. La BCE et la Banque du Japon (BoJ) sont en train d'affaiblir leur monnaie respective, l'euro et le yen. La Banque populaire de Chine (PboC) veut éviter une réévaluation du yuan. Le rouble est sous une pression considérable à cause de l'Ukraine. Les devises des matières premières, les dollars australien, canadien et néo-zélandais souffrent de la faiblesse des marchés à terme.

La Banque nationale suisse (BSF) fait tout ce qu'elle peut pour empêcher une appréciation du franc suisse, et la Banque d'Angleterre est loin d'être heureuse de la montée de la livre sterling. Les spéculateurs à travers le monde sont déjà presque tous *long* en dollar US. Les Etats-Unis ne veulent pas du tout une réévaluation du dollar qui aggraverait encore plus les déficits de leur commerce extérieur. L'économie mondiale et le système monétaire mondial sont en pleine mutation.

*La Chine pourrait, dès la fin de l'année, prendre la première place*

#### ▪ **Un déséquilibre PIB/monnaie**

Le produit intérieur brut (PIB) de l'EU28 exprimé en standards de pouvoir d'achat (SPA 1), représente 18,6% du PIB mondial. Les

Etats-Unis, deuxième plus grande économie, représentent 17,1% et la Chine, en troisième position, représente 14,9% (source : Eurostat 30/04/14). La Banque mondiale et l'ONU sont même persuadées que, selon cette méthode de calcul, la Chine pourrait, dès la fin de l'année, prendre la première place et



## l'Inde passer devant le Japon

La part dans le PIB global des différentes régions du monde n'est pas en proportion de leur part dans les réserves mondiales de change — qui s'élèvent actuellement à environ 12 001 milliards de dollars. Le FMI dans sa *Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves* (COFER) est capable d'allouer 52,6% de ce montant, dont 60,7%% sont libellés en dollar américain et 24,2% en euro. Si l'on y ajoute le yen (4%), la livre sterling (3,9%), le dollar canadien (2%) et le dollar australien (1,9%), alors ces six monnaies représentent 97% des réserves mondiales. Les candidats potentiels pour entrer dans le cercle des monnaies de réserve mondiales sont le yuan, la roupie, le réal et le rouble mais aucune ne remplit, actuellement, la condition de libre convertibilité.

La plus grande part des réserves en devises du monde reste libellée en dollar. Le montant nominal en dollar est resté au même niveau au cours des derniers trimestres, mais a baissé en pourcentage. L'euro ne deviendra pas LA monnaie de réserve mondiale ; dans ce rôle, nous allons plutôt voir émerger un panier de devises.

### ▪ Qui prendra le relais ?

L'organisation Swift a publié une liste des monnaies d'après leur utilisation pour les paiements transfrontaliers. Dans le haut de la liste on trouve le dollar (43%) et l'euro (29%) suivis par la livre sterling (8,6%), le yen (2,7%), le dollar canadien (1,8%) et le dollar australien (2%). Dans ce classement, le yuan chinois a pris la septième place (13ème il y a un an). Il représente seulement 1,72% de la valeur totale des paiements, mais affiche une forte dynamique. En 2017, le yuan pourrait être librement convertible et on estime que sa part de marché devrait s'élever à 25% d'ici 2020.

*Le rôle dominant du dollar va diminuer dans les prochaines années*

Le classement des monnaies en fonction de leur part dans les paiements internationaux est également très différent de celui fait en fonction des PIB nationaux.

Les poids des pays dans l'économie mondiale sont donc différents du poids de leur monnaie dans le système mondial de réserves de devises et différents de la part que ces monnaies prennent dans les paiements internationaux. Bien sûr, ces différents pourcentage ne peuvent pas être exactement les mêmes, mais les écarts sont devenus si grands que les tensions et les frictions font naître des tendances protectionnistes et

ralentissent la dynamique du développement économique. Le rôle dominant du dollar va diminuer dans les prochaines années.

Les banques centrales détiennent une partie de leurs réserves monétaires en or. La Chine et la Russie ont considérablement augmenté le stock d'or dans leurs réserves en devises au cours des derniers trimestres. Les vendeurs ont été principalement les fonds occidentaux. Officiellement, la Chine détient 1 054 tonnes et la Russie 1 149 tonnes d'or dans leurs réserves monétaires, respectivement une part de 1% et 9,9%. Les Etats-Unis détiennent 8 133 tonnes (71,6%) et l'Allemagne 3 384 tonnes (67%). La France et l'Italie ont environ 2 450 tonnes chacune (65%).

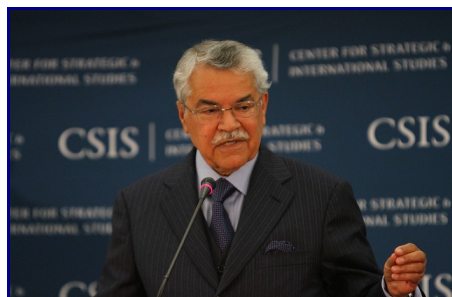
Le rôle de l'or comme monnaie a récemment été souligné dans un entretien avec Alan Greenspan : "rappelez-vous ce que nous observons. L'or est une devise. Il est encore, selon toutes les preuves, la devise suprême. Aucune monnaie fiduciaire — dollar compris — ne peut l'égaliser".

Conclusion : une solution aux déséquilibres internationaux doit être trouvée. Si les politiques ne la trouvent pas, ce sont les marchés qui l'imposeront. Les investisseurs sur les marchés financiers doivent s'y préparer. Le dollar américain est loin d'être "la seule monnaie alternative" et l'or n'est pas nécessairement à "éviter", contrairement aux observations répétées des médias.

## **OPEP : Coupera, coupera pas ? Réponse au plus tard le 27 novembre**

Par Aymeric de Villaret. Publié le 18 novembre 2014 Contrepoints

Si l'Arabie saoudite précise qu'elle ne cherche pas à politiser le pétrole dans son intérêt, les signes envoyés jusqu'à maintenant ne sont pas si clairs.



Ali al-Naimi, ministre du Pétrole d'Arabie saoudite

La chute des prix n'est qu'une question d'offre et de demande ! Telle fut la déclaration du ministre du Pétrole saoudien Ali al-Naimi à Acapulco la semaine dernière. Nulle intention de guerre des prix de la part du royaume wahhabite. La réunion de l'OPEP du 27 novembre n'en devient que plus décisive face à la chute des cours de plus de 30% depuis le 19 juin.

Le déplacement du ministre du Pétrole Ali al-Naimi au Mexique la semaine dernière fut l'occasion d'entendre ses premiers commentaires depuis la chute des cours du brut. Rappelons-nous que lors de la dernière réunion de l'OPEP le 11 juin dernier, il avait indiqué que : « *100 dollars, 110 dollars, 95 dollars, c'est un bon prix* ». Vendredi 14 novembre, le Brent était sous les 80\$/b.

Depuis de nombreux signes, que nous avons repris dans nos commentaires sectoriels, donnent à penser que l'Arabie saoudite laissait chuter les cours du baril soit pour une guerre de parts de marché (devant la montée en production de l'huile de schiste américaine) soit pour mettre en difficultés les économies de la Russie et/ou de l'Iran.

Ces signes les plus notables étant une baisse de ses prix sur les marchés asiatiques et européens puis américains. Tout cela alors que Ali al-Naimi était étrangement très silencieux. C'est pourquoi [nous mettons en avant le 5 novembre](#) son déplacement au Venezuela et au Mexique, en espérant de sa part quelque action ou des éléments de réponse.

### **Déclarations de Ali-Naimi – ministre du Pétrole saoudien – à Acapulco le 12 novembre**



De fait, ce dernier voyage apporte quelques éléments avec ces déclarations le

12 novembre à Acapulco : « *La politique pétrolière saoudienne a été constante ces dernières décennies et elle n'a pas changé aujourd'hui.* » « *Nous ne cherchons pas à la politiser dans notre intérêt. Ce n'est qu'une question d'offre et de demande. C'est juste le marché.* »

Pour lui, les baisses récentes ne sont pas liées à un schéma conçu par le royaume pour soit mettre la Russie en banqueroute soit fermer l'industrie de l'huile de schiste américaine. « *Nous voulons des marchés pétroliers et des prix stables, parce que cela est bon pour les producteurs, les consommateurs et les investisseurs.* » « *Il est donc essentiel pour les pays de l'OPEP et les autres, les producteurs et les consommateurs de continuer leur dialogue.* »

### **Qu'en penser ?**

Pas facile de discerner le message. D'ailleurs les marchés n'ont pas réagi, ni à la hausse ni à la baisse, car selon que l'on croit ou non à une action de l'Arabie saoudite, on peut prendre des citations dans un sens ou l'autre.

Pour une coupure : « *nous voulons des marchés et des prix stables* ». De toute évidence, la chute depuis juin est l'inverse de marchés et de prix stables.

Contre une coupure : « *ce n'est qu'une question de marché* ». Et si l'on lit tous les commentaires tant des médias que des analystes aucun ne cerne le message du ministre de manière sûre.

### **Là où le ministre n'a pas répondu...**

Prié ensuite par l'Agence Reuters de dire si les cours actuels lui semblaient équilibrés, il n'a pas répondu. Et lorsque l'on reprend ses déclarations de la dernière réunion de l'OPEP, il est clair que s'il avait répondu, nous saurions d'ores et déjà ce qui se passera le 27 novembre !

### **Conclusion**

La réunion de l'OPEP est maintenant dans moins de dix jours. La chute des cours du brut est telle qu'aujourd'hui le Brent est dans la zone des 80\$/baril : zone reconnue par de nombreux observateurs comme critique. Ainsi, au cours de sa présentation du World Energy Outlook la semaine dernière, le chef économiste de l'AIE (Agence Internationale pour l'Énergie), Fatih Birol, a indiqué qu'il y avait déjà des signes de baisse de 10% des dépenses d'investissements aux États-Unis de la part des compagnies pétrolières. Le risque est donc qu'à l'image de ce qui s'était passé après la chute des prix de fin 2008 – 2009, les investissements baissent créant une nouvelle forte hausse

des cours du baril.

### **Coupera, coupera pas ?**

Si l'Arabie saoudite précise bien qu'elle ne cherche pas à politiser le pétrole dans son intérêt, force est de constater que les signes qu'elle a envoyés jusqu'à maintenant sont ceux du désir de garder sa mainmise sur les marchés, et si elle se défend de guerre des prix, il n'en demeure pas moins vrai que souffrent 1) les sables bitumineux au Canada, 2) l'huile de schiste américaine, 3) l'économie russe, 4) l'économie de nombreux membres de l'OPEP et plus particulièrement celle du Venezuela et de l'Iran.

En conséquence il en ressort :

1. Qu'une coupure, avec le rebond qui s'en suivrait si le message est fort, redonnerait espoir que l'Arabie garde son rôle de gardien de la stabilité des prix et donc d'un maintien d'investissements pour le secteur, évitant les à-coups tant nocifs pour toute économie,
2. Qu'une non coupure ne ferait qu'accentuer les probabilités d'une nouvelle baisse des cours du brut avec arrêt des investissements et risques de « manque » de pétrole dans les deux ou trois années suivantes.

Réponse au plus tard le 27 novembre 2014, mais attention aux petites phrases d'Ali al-Naimi avant !

## **« L'aveu de la Banque centrale Suisse !!... »**

**Charles Sannat 18 novembre 2014**

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme prévu, le Japon est en récession et les statistiques officielles n'arrivent même plus à le cacher. Que n'avons-nous pas entendu sur la brillante stratégie monétaire niponne. Qu'ai-je dit ? Que cela ne pouvait pas fonctionner et que la situation du Japon, pour des raisons allant au-delà des simples cycles économiques, était irrémédiablement compromise (comme pour la France mais pour d'autres raisons). J'y consacre donc un article dans l'édition du jour.

Ce que je voulais partager avec vous ce matin, c'était plutôt les commentaires pour le moins hallucinants d'aveu du gouverneur de la Banque centrale Suisse à propos du référendum concernant le rapatriement des réserves d'or suisse... en Suisse !

### **Un « oui » à l'initiative sur l'or serait « fatal » pour la BNS**

Voici ce qu'a déclaré le patron de la Banque centrale suisse (BNS) :

« L'initiative sur l'or de la BNS combine un seuil minimum de métal jaune avec une interdiction de le revendre et serait fatale au bon fonctionnement de l'institution, selon son président. Cela limiterait les activités à long terme de la BNS. »

Encore plus grave pour Thomas Jordan, « l'initiative, soumise au peuple le 30 novembre, impose un quota fixe d'un certain actif – dans le cas présent l'or – à la banque centrale, une contrainte « peu judicieuse » mais acceptable. « Nous devrions simplement garder plus d'or au lieu de dollars et de yens », explique Thomas Jordan. Mais l'institution ne pourrait pas le revendre si elle devait réduire le volume de son bilan ».

« L'initiative pourrait même attiser l'appétit des spéculateurs. « Ils ne peuvent guère rêver mieux que d'avoir la certitude qu'il y a quelqu'un qui va devoir acheter quelque 70 milliards de francs d'or et qu'il ne puisse ensuite les remettre sur le marché. »

Enfin, pour Thomas Jordan, « ce n'est pas la quantité d'or gardée par la Banque nationale qui détermine la stabilité des prix et celle du franc suisse, mais notre politique monétaire ».

« Lors de l'assemblée générale de la BNS en avril 2013, Thomas Jordan avait déjà jugé l'initiative « contre-productive ». Il avait alors défendu le stockage décentralisé, qui permet, selon lui, de pouvoir assurer la continuité de l'exploitation même dans des circonstances difficiles... »

### **Une forme d'aveu !**

Aucun des arguments évoqués par le gouverneur de la BNS ne tient la route « économiquement » parlant. Avoir plus de réserves d'or n'empêche nullement de défendre une parité euro/franc suisse en créant autant de papier que nécessaire. Avoir une quantité minimum d'or à détenir n'est en aucun cas un

problème. Cela le serait en revanche s'il était demandé à la BNS de détenir un pourcentage fixe d'or par rapport à son bilan. Dans ce cas, chaque création monétaire devrait s'accompagner d'achat d'or correspondant... ce qui pourrait vite poser quelques problèmes d'approvisionnement !!

Concernant les spéculateurs qui profiteraient des achats suisses, je crois qu'il faut vraiment rassurer le gouverneur de la BNS. En effet, plus Poutine et les Chinois achètent d'or... plus les cours baissent !! En clair : plus on achète, plus les prix diminuent. Tout est donc parfaitement normal dans un monde économique logique !! (C'est ironique bien évidemment.)

Pour conclure, le gouverneur de la BNS trouve très pertinent de garder son or ailleurs, c'est-à-dire de le faire garder par d'autres tout en ne sachant rien de ce que devient son métal jaune... Vous conviendrez que, comme argument massue, il y a tout de même mieux.

### **Le précédent de l'Allemagne**

L'Allemagne aussi a renoncé à rapatrier son or et la raison est fort simple. Les Américains ont décroché leur téléphone et expliqué à Angela que son or n'était plus là et qu'il fallait qu'elle se taise. Message reçu par l'Allemagne qui, finalement, considère que son or est également bien à l'abri à Fort Noks... C'est une façon de voir.

Nous restons donc dans un marché de l'or et du métal jaune particulièrement contrôlé et manipulé par les anglo-saxons, et il est évident qu'il y a un véritable problème autour de l'existence réelle de l'or officiellement comptabilisé.

Dès lors, il y a deux possibilités. Soit les Américains ont bien tout cet or mais ils veulent se le garder et le conserver pour pouvoir agir puis peser lors de la prochaine refonte inéluctable du système monétaire international.

Soit les Américains sont simplement « tout nus » et la totalité de cet or a été raflé, acheté, livré et vendu à certains pays émergents comme la Russie et bien sûr la Chine.

### **Le problème de la démocratie suisse**

Le petit souci dans le cas suisse, c'est que c'est le peuple qui décide et pas le chef d'État concerné. Les Suisses vont devoir voter et s'ils votent mal, ils

pourraient bien mettre un sacré bazar sur le marché de l'or ainsi que, par extension, sur les marchés financiers de la planète. C'est dans ce contexte que les citoyens suisses sont actuellement la cible d'une immense campagne de propagande visant à les dissuader de voter positivement pour un rapatriement de l'or de leur pays.

Nul doute que d'ici au 30 novembre la pression va s'accroître et les coups pendables augmenter mais le dernier mot, pour une fois, reviendra bien au peuple suisse et j'espère qu'il exigera d'être en pleine possession de son or, ce qui est du simple bon sens.

En attendant, ce qu'il faut retenir de tout cela c'est bien qu'il y a un immense problème autour de la disponibilité des réserves d'or et que l'or reste un actif que les autorités monétaires du monde entier surveillent comme le lait sur le feu (ce qui prouve bien sa capacité à conserver la valeur et son aspect stratégique). Il faut retenir également que lorsque les peuples veulent exprimer un avis contraire à celui de l'élite, on nous promet toujours les affres du chaos, les dangers que nous devons affronter et le fait que voter contre le système c'est aussi grave que de voir la terre cesser de tourner... Nous vivons uniquement dans une illusion de démocratie et cela n'est pas rassurant pour l'avenir.

À demain... si vous le voulez bien !!

### **[Mario Draghi tente de refaire le « coup de 2012 »](#)**

C'est un excellent article de *La Tribune* qui revient sur les propos tenus le 17 novembre par Mario Draghi, le mamamouchi en chef de la BCE, qui « tente le même coup qu'en juillet 2012 : impressionner suffisamment les marchés pour les assurer que la BCE dispose des moyens de redresser l'inflation ».

Le léger problème c'est que cette fois, cela risque de ne pas fonctionner car la maîtrise du langage par les autorités monétaires est certes une « quasi-science » mais encore faut-il qu'à la parole l'on puisse joindre la force des actes sinon nous sommes comme à une table de poker en train de « bluffer » avec un jeu de perdant et dans les mains de Mario Draghi, à l'heure actuelle, il n'y a rien. Rien que des promesses, des paroles et des mots mais Draghi, depuis le début (2011), est bloqué par le veto allemand et ne peut pas se lancer dans une politique de création monétaire.



Pour le moment, le château de cartes tient mais à la première brise, il s'effondrera en particulier si les marchés cherchent à tester la crédibilité du patron de la Banque centrale européenne. N'oubliez pas que, depuis 2011, non seulement rien n'a changé mais tout a empiré alors que, en plus, nous n'avons rien fait. Strictement rien.

Charles SANNAT [Lire la suite de cet article directement sur le site de La Tribune ici](#)

## **États-Unis : hausse du déficit budgétaire fédéral en octobre**

Alors que la FED cesse son QE, c'est en réalité l'État fédéral qui semble prendre le relais via le déficit budgétaire qui augmente considérablement. MAIS les USA auront prouvé aux marchés leur capacité à le réduire cette année, donc on pourra communiquer au moins pendant un an en disant mais ce n'est pas grave, les USA ont la capacité de réduire considérablement et très rapidement leurs déficits. Tout va donc très bien. On s'esclaffera sur la fin des QE de la FED qui fonctionne très bien (vu que c'est l'État et les dettes nouvelles qui paient la différence) et on tentera ainsi de gagner une année supplémentaire en achetant du temps à crédit mais pour ne rien faire.

Profitez-en pour vous préparer ainsi que pour améliorer vos stocks d'or et celui de votre PEBC.

*Charles SANNAT*

WASHINGTON, 13 novembre (Xinhua) – Le déficit budgétaire du gouvernement fédéral des États-Unis a augmenté en octobre dû à un ajustement de calendrier, a indiqué jeudi le Département américain du Trésor.

Le déficit a atteint 122 milliards de dollars US, en hausse de 34 % par rapport à octobre de l'année précédente, le mois d'octobre cette année marquant le début de l'année fiscale de 2015.

Les dépenses totales ont augmenté de 16 % d'une année sur l'autre à 334 milliards de dollars US en octobre alors que les revenus ont augmenté de 7 % d'une année à l'autre à 213 milliards de dollars le mois dernier.

Le déficit budgétaire total de l'année fiscale de 2014 était de 483 milliards de dollars US, soit en baisse de 29 % par rapport à celui de l'année fiscale de 2013, s'agissant par ailleurs de son plus bas niveau depuis la crise financière.

## La vérité sur l'état du Japon et le mensonge de la relance de la croissance

Selon l'AFO, « le Japon est retombé en récession au troisième trimestre, une débâcle surprise qui va probablement obliger le Premier ministre conservateur Shinzo Abe à reporter une nouvelle hausse de taxe et à convoquer les électeurs aux urnes deux ans plus tôt que prévu ».

Évidemment, ce n'est pas une surprise et cela fait plus de deux ans que je vous explique que le Japon ne peut que s'enfoncer. La raison tient essentiellement aux facteurs démographiques. Le Japon a une population vieillissante et perd quelques millions d'habitants à chaque décennie. S'occuper des seniors coûte cher, ils ne consomment plus ou nettement moins et, enfin, ils sont obligés de piocher dans leur épargne. Du coup, les Japonais deviennent structurellement vendeur en particulier d'obligations d'État japonais pour pouvoir financer leurs dépenses quotidiennes.

Cela a une conséquence très concrète : il n'y a plus personne pour racheter des obligations japonaises qui ne rapportent plus rien (taux à zéro) et qui, en plus, sont libellées en yen, lui-même chutant dangereusement. Il faut donc être fou pour acheter un emprunt d'État japonais.

Résultat, là encore logique, sans l'utilisation massive de la planche à billets, le Japon serait déjà en faillite.

Ce qu'il faut comprendre c'est que jamais les Japonais n'ont pensé un seul instant qu'ils allaient relancer la croissance en imprimant des faux billets. Cette communication autour de la « relance » de l'économie est un leurre destiné à cacher la faillite virtuelle du pays. C'est une fuite en avant indispensable pour la simple et bonne raison qu'il n'y a plus personne pour financer les dettes du pays du soleil... désormais couchant.

Charles SANNAT

[Source Boursorama ici](#)

## Le FMI va surveiller les promesses du G20 (Lagarde)

Vas-y Christine, surveille toutes les promesses que tu veux, cela ne changera rien au fait que la situation économique est mondialement déplorable et que nous allons immanquablement arriver à l'heure des vrais et grands choix « Politiques » avec un grand P. L'avenir sera donc ce que nous en ferons, hélas, j'ai du mal, beaucoup de mal à imaginer une « happy end » lorsque je vois l'argent maître régner en roi sur la planète entière.

Charles SANNAT

BRISBANE (Australie), 16 novembre (Xinhua) – Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde a déclaré dimanche que son institution allait suivre de près les engagements des dirigeants du G20 pour la croissance économique.

S'exprimant à la suite du sommet du G20 à Brisbane en Australie, Mme Lagarde a indiqué que la mise en œuvre de la politique des membres du G20 est cruciale pour la réalisation d'une croissance puissante, soutenue, équilibrée et inclusive et la création d'emplois.

« Le plan d'action est grand mais doit être mise en œuvre », a-t-elle souligné.

« Notre travail est de surveiller pays par pays, action par action, réforme par réforme (...) Nous allons faire des rapports au G20 », a dit Mme Lagarde.

Selon Mme Lagarde, des progrès dans les investissements d'infrastructures, y compris la création d'un pôle mondial d'infrastructures en Australie constituent une étape importante pour stimuler la croissance économique.

Elle a indiqué que l'ambition du G20 de créer un système commercial plus puissant est très important.

« Il y a d'énormes gains potentiels à réaliser par la poursuite de l'intégration », a-t-elle dit.

Mme Lagarde a souligné que la réglementation financière et la taxation internationale sont d'autres secteurs clés de progrès. Elle a salué l'accord du G20 pour réduire de 25 % l'écart entre les sexes au marché du travail avant 2025.

« Cela apportera non seulement 100 millions de femmes dans la population active, mais va aussi augmenter la croissance mondiale et réduire la pauvreté

et l'inégalité », a-t-elle indiqué.

## [Activité manufacturière... bien ou pas bien, tout dépend de l'article que vous lisez !!](#)

### **USA région de New York : l'activité manufacturière progresse moins que prévu**

Pour une fois, il s'agit du titre « négatif » donné à cet article par l'AFP (sans doute un stagiaire qui n'aura pas son CDI) et qui nous explique que « l'activité manufacturière de la région de New York a progressé en novembre mais à un rythme moins fort qu'attendu », que « l'indice a gagné quatre points à 10,2 en novembre alors que les analystes blablabla » et que, tenez-vous bien, « au sein de l'indicateur, l'indice du nombre d'employés s'est légèrement replié à 8,5 mais reste dans le vert tandis que l'indice des heures travaillées est en recul à -7,4" ... Oups ! Un recul de 7,4 % du nombre d'heures travaillées ce n'est pas franchement un exploit économique ni une croissance fabuleuse... Mais bon.

#### [Source ici](#)

Là où cela devient très drôle, c'est lorsque vous lisez l'article sur le site des *Échos* qui reprend une dépêche Reuters titrant, pour exactement la même information, le même jour, presque à la même heure :

### **USA : L'indice « Empire State » remonte en novembre**

Hahahahahahaha c'est drôle, c'est marrant.

« NEW YORK, 17 novembre (Reuters) – L'activité industrielle dans la région de New York a repris en novembre, après avoir ralenti en octobre à son plus bas niveau depuis le mois d'avril, montrent les données publiées lundi par la Réserve fédérale de New York. »

Bon, après, soyons honnêtes, ils disent que les chiffres sont mauvais, enfin ils ne le disent pas du tout, ils écrivent juste les chiffres (mauvais) sans rien dire, des fois que vous penseriez grâce au titre qu'ils sont quand même vachement bons...

#### [Source ici](#)

Conclusion ? On vous prend pour des imbéciles tout juste bons à lire un titre

et une première phrase, rien de plus. D'ailleurs, ce n'est pas faux. Il est interdit de se poser des questions et de dire que les choses ne vont pas bien car si vous le dites, vous êtes un horrible « pessimiste »... Beurk.

Charles SANNAT

## **Les banques ont-elles les reins solides ?**

Si nous vous parlons des banques, c'est parce qu'elles sont le nerf de la guerre monétaire qui se joue actuellement dans le monde et que de leur « état de santé » dépend la santé économique mondiale. Après les « stress tests » auxquels la BCE et l'ABE ont soumis 130 banques européennes en octobre, on fait le point entre « réussite différée » et réalité.

### **Les banques dont le risque est considéré comme « systémique »**

En juin 2013, Olivier Berruyer publiait un dossier très étayé sur la [solvabilité des banques systémiques](#). Partant d'une liste de banques jugées « systémiques » (« dont la faillite pouvait causer d'énormes dommages au système bancaire mondial ») par le G20, il étudiait en détail les plus problématiques d'entre elles. Si l'on se base sur les fonds propres durs de chaque banque (fonds qui devraient leur permettre de résister à une éventuelle faillite), le constat est alarmant. « Nos banques sont en fait très pauvres » conclut-il, car elles possèdent en fait très peu de capitaux propres. Le Crédit Agricole, la Société Générale et BNP Paribas par exemple présentent un vrai problème de solvabilité.

En 2014, qu'en est-il ? La situation ne s'est bien sûr pas arrangée. En 2014, le Systemically Important Financial Institutions (SIFI) publiait la liste des [28 banques systémiques mondiales](#) et montrait parallèlement que leur situation s'était dégradée.

Le blog de [Jean-Pierre Chevallier](#) relèvera peut-être du chinois pour certains d'entre vous, mais cet analyste financier indépendant qui se définit comme un contrarien fait un travail remarquable en passant régulièrement au crible la solvabilité des banques du monde entier.

Dans [cet article du 10 novembre](#) par exemple, il dit : « Un récapitulatif du leverage réel des 4 Gos banques (NDLR : banques systémiques) françaises à la fin de ce dernier trimestre montre clairement que la confiance ne peut pas

régner dans le système bancaire en France comme en Europe car elles sont très loin de respecter les règles prudentielles d'endettement préconisées par ce bon vieux Greenspan, à savoir un leverage inférieur à 10 correspondant à un ratio Core Tier 1 supérieur à 10 %. » Pour cela, « il faudrait augmenter les capitaux propres de ces 4 Gos banques de... 428 milliards d'euros pour respecter les règles prudentielles d'endettement ».

### **Que se passerait-il en cas de faillite bancaire ?**

Le 22 octobre dernier, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité bancaire européenne (ABE) ont soumis 130 banques européennes à des « stress tests » pour savoir si elles avaient les « reins solides ». Sur les 130 banques, 11 au moins avaient échoué aux tests de résistance à différents scénarios économiques catastrophe, nous apprenait Lecho.be : 3 banques grecques, 3 italiennes, 2 autrichiennes et 1 belge. Les banques ayant échoué aux stress tests ont neuf mois pour mettre en place un plan de recapitalisation. Est-ce suffisant ? Bien évidemment, non. C'est même illusoire.

Au même titre que le [Mécanisme Unique de Résolution](#) (MRU) mis en place en juillet 2013 par l'Union Européenne, un processus européen de surveillance et de gestion des faillites éventuelles des 130 plus grands établissements bancaires. Le MRU avait déjà soulevé un tollé auprès de la commission des finances du Sénat le 09 octobre dernier, les banques françaises devant payer 30 % du fonds de 55 milliards d'euros, contre 20 à 25 % seulement pour l'Allemagne, une répartition pour le moins inéquitable.

Autre problème, les contributions des banques françaises sont déductibles de l'impôt sur les sociétés, ce qui représenterait un manque à gagner de 5 milliards d'euros.

Dans le cadre de la prévention du risque bancaire systémique, le Sénat devait examiner le 21 octobre dernier un amendement des écologistes (qui ne passera sans doute jamais) visant à faire économiser à l'État français plus de 5 milliards d'euros, en supprimant la déductibilité fiscale des contributions des banques au Fonds de résolution bancaire européen. Car pour le sénateur écologiste André Gattolin, « l'État va devoir déboursier environ 650 millions d'euros par an pendant 8 ans pour prévenir les erreurs des banques, ce qui est totalement contradictoire avec l'esprit du Fonds de résolution », une décision « stupéfiante, alors que l'heure est aux coupes tous azimuts dans les dépenses

publiques », rapporte Charles Sannat dans l'[édito du 20 octobre du Contrarien](#). Les plans de sauvetage des banques (qui paradoxalement réalisent des profits monumentaux) exposées au risque de faillite systémique peuvent se résumer à cette simple formule selon Charles Sannat : « Privatisation des gains et socialisation des pertes. » Une situation complètement injuste pour l'État (le contribuable) qui devrait payer de sa poche le sauvetage d'une banque, sans en contrepartie bénéficier d'un kopeck en cas de profit...

Enfin, les scénarios des stress tests font l'impasse sur la faillite d'État, scénario pourtant probable. Dans le Contrarien du [23 octobre](#) consacré aux stress tests européens, Charles Sannat demande : « Que se passe-t-il en cas de faillite d'États si les fonds propres des banques sont investis en dettes d'États et que ces États font défaut ? »

« En fait, aucune banque aujourd'hui ne peut survivre à une faillite d'État (...) Si les États tombent, les banques tombent et inversement, vu qu'ils jouent tous depuis des années à « je te tiens tu me tiens par la barbichette » ». Si une banque systémique d'un État devait couler, la réponse est simple, elle entraînerait l'État dans sa chute.

« Il est déjà trop tard pour les réponses collectives. Préparez-vous individuellement dans le cadre de votre responsabilité personnelle et restez à l'écoute » prévient Charles Sannat.

## **« La Russie est prête à faire face à une baisse catastrophique des prix énergétiques » (Poutine)**

**Bloomberg – voix de la Russie - TASS – resistanceauthentique 17 novembre 2014**

**En dessous de 100 \$ pour le Brut , son seuil de rentabilité, la Russie ne peut boucler son budget : pas grave dit POUTINE , on a d'énormes réserves ... Guerre économique vous avez dit ? Z .**

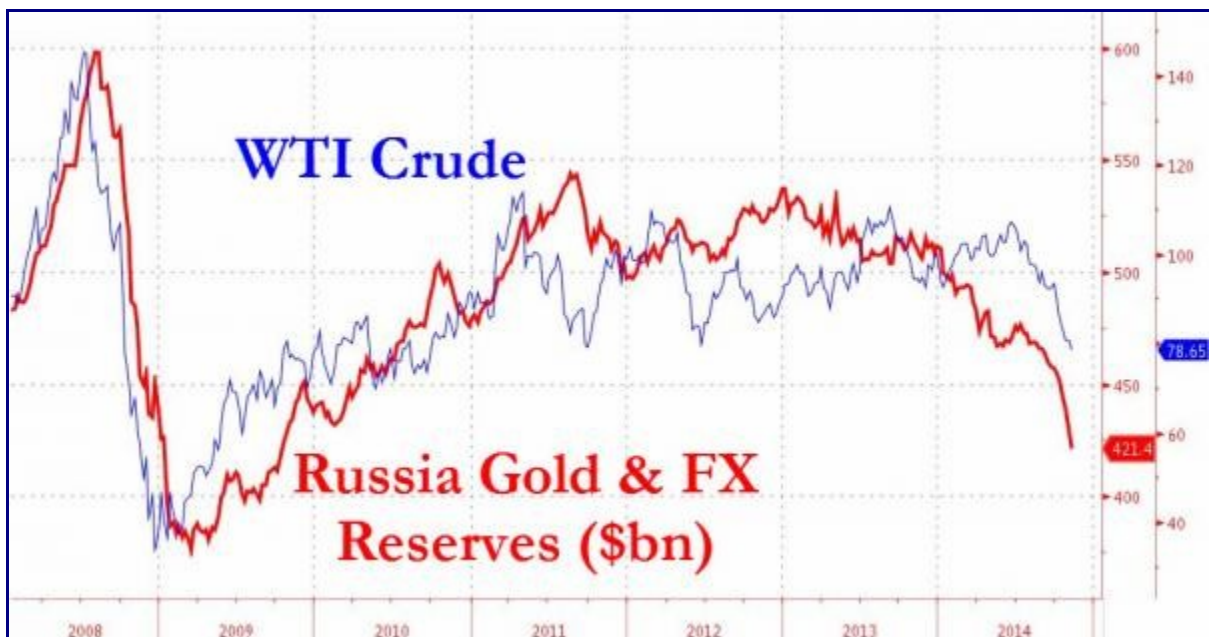


Vladimir Poutine a déclaré à l'agence de news gérée par l'Etat TASS que l'économie de la Russie est confrontée à un **effondrement potentiel « catastrophique » des prix du pétrole** , en disant que, [comme le rapporte Bloomberg](#) , un tel scénario est « tout à fait possible, et nous l'admettront. » Cependant, Poutine rassure que avec des réserves à plus de 400 milliards de dollars, le pays va traverser une telle tournure des événements parce que *« nous traitons nos réserves d'or et de devises , et les réserves du gouvernement avec parcimonie. »*

**« Nous envisageons tous les scénarios, y compris la soi-disant chute catastrophique des prix des ressources énergétiques, ce qui est tout à fait possible, et nous l'admettront, »** a déclaré M. Poutine à Tass avant d'assister au sommet du G20.

**«Nos réserves sont assez grandes** et ils nous permettent d'être sûr que **nous allons respecter nos engagements sociaux**, et garder tous les processus budgétaires et l'ensemble de l'économie dans un certain cadre «





Comme le rapporte Bloomberg ,

**La baisse des recettes d'exportation du pétrole et du gaz naturel et les tentatives de la banque centrale pour consolider le rouble menacent d'épuiser les finances publiques. Le déficit hors pétrole dépasse 10 pour cent de la production économique à un moment où la défense du rouble par la banque centrale a réduit les réserves d'un cinquième par rapport au sommet de l'an dernier. Pourtant, le glissement de la monnaie permet de compenser dans une certaine mesure, les devises étrangères étant convertie en une plus grande quantité de roubles pour le budget.**

**421e milliards de dollars en réserves internationales, la Russie a un « assez grand » coussin pour honorer tous les engagements sociaux et maintenir la stabilité budgétaire et de l'économie, a déclaré M. Poutine. La valeur des réserve a baissé la semaine dernière , le plus depuis 2008, l'autorité monétaire ayant tenté d'adoucir la baisse du rouble.**

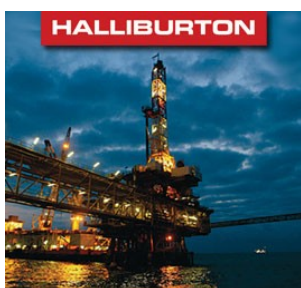
« Un pays comme le nôtre trouve plutôt facile de faire face à la situation », a dit Poutine. « Pourquoi? **Parce que nous sommes des producteurs de pétrole et de gaz et nous nous occupons de nos réserves d'or et de devises, et des réserves du gouvernement avec parcimonie.** »

**La Russie est prête à une baisse catastrophique des prix du pétrole et du gaz. L'économie du pays sera en mesure de résister à la nouvelle vague de crise, et le gouvernement élabore différents scénarios afin de remplir toutes les obligations sociales et de maintenir l'économie du pays, a déclaré Vladimir Poutine à l'agence TASS.**

**Selon le chef de l'Etat russe, en raison des réserves accumulées, la position de la Russie est un peu plus avantageuse que celle d'autres pays. Le gouvernement est prêt à « imprimer » les réserves accumulées, si la situation économique se détériore, mais les fonds seront investis uniquement pour l'efficacité économique, et non pas seulement pour résoudre des problèmes de façon immédiate.**

## **Services pétroliers : Baker Hughes racheté par Halliburton**

**Laurent Horvath, 2000watts.org Mardi, 18 Novembre 2014**



La chute des prix du pétrole et la raréfaction des forages profitables poussent les acteurs pétroliers à se cannibaliser. Ainsi le géant américain Halliburton rachète, à prix d'or, l'autre américain Baker Hughes actif dans la prospection et les forages. Dans le panier de la mariée: 34,6 milliards \$ avec une prime de 31% par rapport au prix de vendredi dernier.

C'est une idée de génie que d'avoir payé 78,62\$ pour Baker Hughes, même si personne n'en voulait à 52\$ il y a trois jours!

Le nouveau groupe américain devient le leader mondial des services pétroliers en termes de chiffres d'affaires, 51,8 milliards \$ et 136'000 salariés. Le No2, Schlumberger présente une copie à 45,2 milliards \$ et 126'000 employés.

## **La crise pétrolière actuelle pousse à la restructuration**

La crise actuelle que traverse le pétrole pousse les majors pétrolières à réduire leurs investissements, qui sont de moins en moins rentables, et crée une baisse de travail pour leurs sous-traitants. La rentabilité de Baker Hughes et Halliburton, comme celle de l'ensemble de leurs concurrents, est sur le grille.

Les économies d'échelle via la cannibalisation des concurrents est l'une des réponses pour garder les juteux dividendes versés aux actionnaires, ce qui est une tradition dans le pétrole. Halliburton espère 2 milliards \$ d'économie et certainement des milliers d'emplois passés à la trappe.

Avec Baker Hughes, Halliburton devient numéro un mondial de la fracturation hydraulique pour l'extraction du gaz du schiste et bénéficie également de son savoir-faire dans les techniques d'extraction pour stimuler la production des gisements en fin d'exploitation et dans les sables bitumineux canadiens.

## **La crise : UNE CONJONCTION INCERTAINE**

18 novembre 2014 *par François Leclerc*

En sept ans, la crise déclenchée au centre de la planète financière s'est progressivement étendue pour devenir mondiale, et nous en sommes là... Contenue avec succès dans la précipitation, d'aiguë elle est désormais chronique et sourde. Simultanément, elle s'est diversifiée, de financière devenant économique, puis sociale et enfin politique. Aujourd'hui, elle est incontrôlable, chacun de ses niveaux pris séparément ou pire considérés tous ensemble dans leurs interactions. Et le mot crise a presque disparu, usé, signe qu'elle s'est banalisée.

Le spectacle offert par les dirigeants politiques – par exemple à l'occasion d'un G20 représentant une *gouvernance mondiale* dont la référence a également disparue – illustre combien ils peinent à faire semblant de maîtriser une situation qui leur échappe. Leurs sursauts permettent de mieux mesurer leur impuissance. Ici, ils tentent de reprendre pied en adoptant – pour certains – des mesures contre l'évasion et l'optimisation fiscale afin de combattre l'érosion de la base fiscale des États et de conserver des marges de manœuvre. Là, ils multiplient les enquêtes et les amendes contre des

mégabancs dont la liste des malversations ne cesse de s'allonger, en espérant les inciter à revenir dans le droit chemin et ne faisant que repousser les conduites délictueuses au sein du *shadow banking* impénétrable.

Les dirigeants politiques ne sont pas seuls à rechercher leur équilibre, les impératifs contradictoires ne leur étant pas réservés. Les banques centrales, sauveurs en dernier ressort, doivent ainsi choisir entre stopper ou poursuivre (ou élargir le champ) de leurs mesures non-conventionnelles. Et les marchés financiers ne sont pas mieux lotis devant les menaces comparées de la déflation et de la restructuration de la dette. Dans tous les cas, quelle est la moins mauvaise des options ?

Les financiers s'inquiètent aujourd'hui d'une crise de liquidité montante, dont l'effet systémique serait de gripper les transactions financières, non sans relation avec l'optimisation du collatéral disponible les garantissant. Un phénomène contredit par l'effritement d'une autre base, qui touche l'activité financière aussi sûrement que celui des ressources fiscales qui atteint les États et amoindrit leur capacité de désendettement : celle de la qualité de la dette souveraine, dont la fiction de l'absence de risque ne va pouvoir être éternellement maintenue.

La croissance n'opère plus sa magie, car elle ne génère plus globalement les excédents budgétaires permettant de gérer l'endettement acquis. Elle ne crée pas non plus d'emplois et l'on en vient à s'interroger, non plus sur son mode de calcul comme dans les années glorieuses où elle subsistait, mais sur son origine. À s'aventurer sur la fausse piste de la compétitivité comparée des économies – un jeu où il ne faut pas être le perdant – ou à espérer dans de nouveaux gisements de productivité. D'où l'engouement pour les nouvelles technologies et l'économie numérique, dont il n'est vu que la promesse de business sans appréhender toutes les mutations qui vont en résulter, dont la robotisation intensive du travail et ses conséquences.

Au chapitre social, le développement croissant des inégalités en raison des rendements procurés par l'activité financière semble irrésistible, introduisant lui aussi une impasse dans un système dont la consommation est le principal moteur et le crédit son carburant de substitution. Rejaillissant sur une instabilité politique multiforme, suivant l'histoire et le contexte de chaque pays, rappelant la phrase célèbre décrivant une situation où ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant, tandis que ceux d'en bas ne le veulent

plus.

Mais cette conjonction défavorable est loin de produire une issue prévisible, et il va falloir non pas composer mais vivre avec l'incertitude qu'elle suscite, en attendant de pouvoir la lever. Non seulement dans les idées, mais également dans les actes. Un processus pour une bonne part souterrain dont l'aboutissement n'est pas garanti, rythmé par des expériences exemplaires, des initiatives minoritaires au retentissement collectif qui déjà ont pris leur assise. Partage, échange ou collaboratif en sont quelques-uns les maîtres-mots, suscitant des pratiques aux croisées des chemins. Toutes les cartes sont sur la table, toutes les pistes sont ouvertes, dont certaines sont prometteuses, comme la réflexion sur les *biens communs*, cette autre forme d'appropriation et d'usage que la propriété privée ou d'État.

## L'euro à 18 pays était une erreur avérée...mais c'est trop tard

Posté le 17 novembre 2014 par *Bruno Colmant*

De nombreuses voix s'élèvent pour revenir aux devises nationales et désintégrer l'euro.

Ce débat exigerait une gigantesque étude, mais, à mon intuition, Ce ne serait pas une bonne idée. Ce serait même une idée dangereuse.

En effet, une telle opération, si tant est qu'elle soit envisageable, supposerait un contrôle des capitaux et des mouvements des hommes très stricts.

Il s'agirait donc d'un renoncement temporaire à la mobilité des facteurs de production et de la démocratie. Il en résulterait des troubles sociaux inconnus car l'équivalent général à l'économie, c'est-à-dire la monnaie qui structure les rapports sociaux, perdrait son attribut de confiance.

Les pays du Nord de l'Europe seraient immédiatement frappés par une réévaluation déflationniste de leur nouvelle devise tandis que les pays du Sud subiraient une terrifiante dévaluation inflationniste.

Le secteur bancaire serait désintégré et les pays faibles devraient faire un immédiat aveu de banqueroute publique (ce qui serait d'ailleurs une des justifications de sortie de l'euro).

L'aboutissement de cette aberration économique de la monnaie unique ne se

situe pas dans un retour brutal aux devises nationales, mais plutôt dans un rééchelonnement probable et insidieux des dettes publiques.

## **La baisse du pétrole profite aux consommateurs mais déstabilise les pays producteurs**

Jean-Jacques Netter IDLiberté 15 novembre 2014

**Si le pétrole continue de baisser**, on devrait commencer à noter des effets positifs au en Europe et au Japon. Cela permettrait de compenser en partie les hausses de la fiscalité.

Comme toujours en matière de pétrole, la géopolitique est toujours extraordinairement présente. Pour simplifier, **la Russie** a besoin d'un baril de pétrole à 110\$ pour équilibrer son budget. **L'Arabie Saoudite** à la tête du camp sunnite est à la manœuvre pour déstabiliser la Russie, grand supporter de l'arc chiite, qui souhaite déstabiliser toutes les monarchies pétrolières du Golfe. L'Occident maintient de son côté, ses sanctions contre la Russie, en raison de son comportement vis à vis de l'**Ukraine**. Tout le problème c'est que de nombreux pays producteurs de pétrole vont se retrouver très vite en difficulté. Le Venezuela a besoin d'un baril à 160\$ pour équilibrer son budget, L'Iran 130\$, l'Iraq 114\$, l'Arabie Saoudite 90\$. Il faut aussi avoir à l'esprit que les gaz de schiste extrait aux Etats Unis a besoin d'un prix autour de 115\$, le Canada autour de 100\$....

**Les sociétés qui profiteront le plus de la baisse du pétrole** sont aux Etats Unis les compagnies aériennes : **American Airlines Group** (n°1), **Delta Air Lines** (n°3), **United Continental Holdings**, **Southwest Airlines** ; en Europe : **Air France KLM**, **Lufthansa** (Allemagne), **SAS** (Suède), **Finnair** (Finlande), **IAG** (contrôle British Airways, Iberia and Vueling en Espagne).

### **François Hollande devrait retourner sur les bancs de l'école**

**En France**, la dernière prestation de François Hollande à la télévision, n'appelle que des commentaires factuels. Un Président de la République capable de dire en annonçant la création de nouveaux « emplois d'avenir » que « Cela ne coûte rien, c'est l'Etat qui paye » en dit long sur son incapacité à comprendre le fonctionnement de l'économie ! Il aurait peut être du aller à l'INSEAD avec Arnaud Montebourg pour prendre quelques cours de rattrapage en économie des entreprises.....

Pendant qu'il est en Nouvelle Zélande toute la semaine, on continue à bricoler avec les idées des uns et des autres, sur les emplois d'avenir, le compte pénibilité, le crédit impôt recherche, l'Aide Médicale aux Etrangers....

Signe des temps, le Medef et la CGPME vont appeler leurs troupes à se mobiliser prochainement contre la politique du gouvernement Valls.

Les patrons seront probablement rejoints par les professeurs d'Université et les étudiants. La véritable bombe des prochaines semaines pourrait être le fait que la dotation de Bercy accordée aux Universités françaises ayant été réduite de 20% par Bercy, cela aura pour conséquence de mettre rapidement les deux tiers des Universités dans l'impossibilité de payer leurs personnels...

### **Le marché américain est au plus haut**

**Aux Etats Unis**, les résultats des entreprises ont été supérieurs aux prévisions des analystes dans 75% des cas. Les créations d'emploi ont été un peu inférieures à ce qui était prévu. Avec un marché de l'emploi qui progresse, prix de l'essence qui se retrouve au plus bas depuis quatre ans et des prêts hypothécaires qui sont au plus bas et Wall Street au plus haut, on devrait avoir un bon quatrième trimestre en matière de consommation. Tout cela est tempéré par le fait que les salaires augmentent peu et que les ménages pensent en priorité à rembourser leurs dettes.

Le S&P 500 a plus de 2030 a franchi son dernier record historique de la mi septembre.

Les élections de mi mandat ont fait basculer sans surprise le Sénat et donc le Congrès dans le camp républicain. Comme d'autres présidents Barack Obama ne devait avoir plus aucune liberté de manœuvre pour les deux années qui viennent.

### **Le rouble a baissé de 25% depuis le début de l'année**

**En Russie** la Rouble a perdu 8% cette semaine. Les capitaux fuient le pays l'inflation grimpe et l'obligation de l'Etat Russe à 10 ans offre maintenant un rendement de 10,19%.

Le prix du pétrole a baissé de 25% depuis le mois de juin. Les grande sociétés russes n'ont plus accès aux marchés financiers occidentaux. Le coût du service de leur dette devient difficilement supportable. Même le géant

**Rosneft** est ébranlé. Les sanctions occidentales obligent la Russie à se préparer pour une guerre financière.

**La dégradation de l'économie russe** devrait toucher des sociétés européennes comme : **BP, Raiffeisen Bank** (plus de 50% du résultat est réalisé en Russie), **Carlsberg, Anheuser Busch InBev, Heineken**.

Parmi les sociétés française dans l'agro alimentaire : **Danone, Lactalis, Bonduelle, Sucden ...**; l'automobile : **Renault , PSA Peugeot**; les transports: **Safran, Snecma, Alstom**; la finance: **Société Générale, BNP Paribas, Crédit Agricole, Natixis**; la distribution: **Auchan, Décathlon, Castorama, Leroy Merlin**; l' Energie: **Total, Novatek, GDF Suez, EDF**; la pharmacie: **Sanofi, Servier, Boiron, Ipsen, Pierre Fabre**.

**La hausse du Renminbi rend les produits chinois moins compétitifs**

Conséquence de la hausse du Dollar américain, le Renminbi chinois auquel il est lié, s'est apprécié depuis trois mois de 10,7% contre le Yen, de 7,8% contre l'Euro et de 5% contre le Won coréen. Si on prend en compte les exportations de la Chine par pays la hausse de la monnaie chinoise face à celles de ses partenaires commerciaux ressort à 15% depuis le début de 2013. Si le mouvement continue la Banque centrale chinoise n'aura pas d'autre choix que de réaliser une mini dévaluation pour préserver la compétitivité de ses entreprises.

**Les valeurs chinoises qui résisteront le mieux à cet environnement** sont celles qui ont la capacité d'ajuster facilement leurs prix et de le faire accepter par leurs clients. Parmi ces sociétés figurent : **Alibaba** (connecte fournisseurs, distributeurs et consommateurs), **Baidu** (the Google of China), **Huawei** (concurrent des équipementiers télécom), **WuXi Pharmaceutical** (location de chercheurs), **Tencent** (portail , jeux, réseaux sociaux et social media), **Changhung Dacheng Industrial Group** (transforme des déchets de maïs en produits chimiques).

**L'économie réelle que les politiques ont beaucoup de mal à comprendre**

Tous les grands bureaux d'étude sont en train de préparer leur exercice annuel qui consiste à anticiper les secteurs et les thèmes les plus attractifs pour l'année qui vient. Parmi ceux que l'on trouve le plus souvent on note : l'automobile sans conducteur qui va complètement modifier tout le secteur et celui de ses sous traitants ; le transport avec des projets de nouvelles liaisons



ferroviaires entre la Chine et ses partenaires. Le rail serait deux fois plus rapide que le maritime et 70% moins cher que l'aérien ; les robots qui vont envahir encore plus toutes les usines de la planète tout en détruisant de nombreux emplois ; la nouvelle économie du partage ; les drones... Autant de domaines que nous suivront pour vous au cours des prochaines semaines.

## Stratégie Chinoise

Charles Gave, IDLibertés

Tout le monde connaît la réponse de Chou En Lai à Malraux qui lui demandait quelles avaient été, à son avis, les répercussions de la Révolution Française.

*« Je ne sais pas, avait il répondu. Il est encore trop tôt ... »*

L'Etat Chinois existe sous une forme ou sous une autre depuis au moins 4000 ans, ce qui donne un certain recul à ceux qui le dirige. Et il faut bien comprendre qu'une période se termine en Chine, et qu'une autre commence. Et que donc les autorités sont en train de changer de stratégie. Pour bien comprendre les enjeux en cours, il faut commencer par un constat, celui de la situation mondiale dans laquelle la Chine va évoluer dans les années qui viennent. Sur le plan technologique, le coût d'un robot dans les usines de Foxconn est en train de passer en dessous du coût du travail en Chine. Or cinquante pour cent des exportations Chinoises sont faites par des entreprises Européennes ou Américaines ayant des usines en Chine et ré exportant aux USA ou en Europe. Ces usines vont donc fermer et ré ouvrir à Buffalo ou à Turin. Ce qui veut dire que le modèle mercantiliste Chinois basé sur un coût du travail bas, une bonne infrastructure et une force de travail docile et bien formé est obsolète et qu'il faut donc changer de modèle.

Et c'est ce à quoi le nouveau gouvernement Chinois s'attelle.

Un certain nombre de grandes directions ont été fixées par Pékin

· Première direction.

La demande extérieure en provenance des USA et d'Europe va beaucoup baisser, à cause de la technologie certes mais aussi à cause de l'appauvrissement de la classe moyenne dans ces zones géographiques, résultat inévitable de politiques économiques et monétaires débiles.

Conserver une monnaie sous évaluée ne sert donc plus à rien, bien au

contraire. Vendre à des gens qui s'appauvrissent est rarement une bonne idée. **La décision a donc été prise de transformer la monnaie chinoise en une monnaie forte** et de laisser les taux d'intérêts trouver leur niveau naturel, ce qui est une façon de stimuler la consommation et l'épargne domestique, nouvelles sources de croissance.

Il faut souligner ici l'incroyable flexibilité des autorités de l'empire du milieu. L'ancien modèle ne marche plus. On en prend bonne note et on s'adapte, sans récriminations ni gémissements.

· Deuxième direction.

La Chine, en raison de la politique de change précédente à d'énormes réserves de change qui étaient investies en obligation américaines ou européennes qui ne rapportent plus rien. Et bien comme la Chine a trop d'épargne, elle va devenir exportatrice de capitaux et c'est là où les choses deviennent passionnantes tant la stratégie qui se dessine est complexe et brillante. Le premier problème de la plupart des pays asiatiques a toujours été que toutes les transactions entre eux étaient soldées en dollar US.

S'il y avait trop de dollars, nous avons un boom en Asie, pas assez et nous avons un bust...

Aujourd'hui, la banque centrale Chinoise va voir les autres banques centrales en Asie, celle de l'Indonésie par exemple et lui dit : « Vous avez un déficit extérieur parce que vous croissez très vite et que vous faites beaucoup de dépenses d'infrastructure. Donc, vous êtes obligé de freiner votre économie domestique en maintenant des taux d'intérêts trop élevés. Je vous offre de financer votre déficit extérieur en mettant mon bilan en garantie et je vous offre tous les crédits dont vous avez besoin pour acheter- en Chine bien surtout les biens d'équipement dont vous avez besoin. »

Je vous prête des yuans (autre nom de la monnaie chinoise) et vous me payez en yuan, ou même si vous le voulez, dans votre monnaie nationale (accords de swaps entre banques centrales). A la place d'être financé par des dollars à court terme, le déficit extérieur Indonésien le devient par des Yuan à long terme, voir par la Chine acceptant d'être payée en monnaie locale. Les crises de balance des paiements qui avaient tué l'Asie en 1997 sont donc une chose du passé. C'est très exactement ce que les USA ont fait dans les années 40 et 50 avec le Plan Marshall...

Du coup, la croissance des pays asiatiques, qui ne sera plus entravée par leur dépendance au dollar, va être à la fois plus stable et plus forte, et ce simple fait suffira – peut-être à compenser la baisse des exportations Chinoises vers l'Europe ou les USA. .

· Troisième direction.

Pour qu'il y ait un commerce florissant entre différents pays, il faut que chacun d'entre eux puisse se spécialiser dans les domaines où il a un avantage comparatif (cf. la théorie des avantages comparatifs de Ricardo).

La Thaïlande est le plus efficace producteur de riz au monde. Aucune raison de faire du riz en Chine du Nord s'il peut venir de Thaïlande.

Pour cela il FAUT que des systèmes de communication s'ouvrent. (Routes, ports, aéroports, systèmes de télécommunications etc.) Et donc le gouvernement chinois est en train d'offrir à tous les pays de l'ancienne » route de la Soie » de financer tous ces investissements qui les relieront d'abord à la Chine mais aussi au reste du monde. Pour ce faire, les autorités Chinoises sont entrain de créer l'équivalent de la banque mondiale (pour le financement des projets) et l'équivalent du FMI (pour le financement des problèmes de déficit extérieur) et cerise sur le gâteau, ils offrent des parts de ces deux nouvelles institutions à tous les pays de la zone qui le souhaitent, à la grande fureur des Américains et des Européens.

On sait en effet que Banque Mondiale et FMI sont sous le contrôle des USA et que les pays Européens sont sur représentés dans leurs instances dirigeantes. Pourquoi le patron du FMI doit il toujours être un français par exemple Mystère. L'hypothèse de la compétence exceptionnelle peut être écartée au vu des derniers représentants Français à la tête de cette institution.

Nous allons donc avoir des lignes de chemin de fer et des autoroutes qui relieront la Chine à Singapour, ou Pékin à l'Europe, à la Russie, à toute l'Asie centrale, des barrages, des centrales nucléaires construits en Mongolie, au Kazakhstan en Afghanistan, au Pakistan, en Inde, des pipe-lines pétroliers et gaziers reliant la Sibérie à la Chine, des aéroports construits partout, ainsi que des hôtels et des centres d'affaires, tout cela financé par les excédents d'épargne Chinois.

Et comme la Chine a des excédents de capacité de production dans tous ces domaines et que c'est eux qui vont financer, il ne faut pas être grand clerc

pour comprendre de quelle nationalité seront les sociétés qui vont emporter les contrats. La plus vieille route commerciale du monde, celle reliant la Chine à l'Asie du Sud Est, à l'Europe et au Moyen-Orient est en train de renaître de ses cendres, trois siècles après qu'elle ait disparue, tuée par le transport maritime. Ceci va faire rentrer dans le système mondial des échanges environ 2 milliards de personnes, ce qui est tout simplement prodigieux.

Pour financer tout cela de manière harmonieuse, la Chine a besoin de marchés financiers profonds et stables et d'une monnaie forte, puisqu'elle se transforme en pays exportateur de capitaux. Déjà les autorités ont signé avec la Grande-Bretagne et la Suisse des accords d'internationalisation de la monnaie Chinoise et déjà des émissions obligataires dans cette monnaie ont eu lieu à Londres... Qui plus est, cette monnaie est lentement mais sûrement en train de devenir convertible. Ainsi, la semaine dernière, il a été décidé que les habitants de Shanghai allaient pouvoir acheter librement des actifs à la bourse de Hong-Kong tandis que les habitants de Hong-Kong allaient pouvoir acheter à Shanghai... Or, il n'y a aucun contrôle des changes à Hong-Kong, qui d'ici 10 ans risque bien de donner du fil à retordre à Wall-Street. Et donc le contrôle des changes pour les habitants de Shanghai est en train de disparaître. Le Yuan est en train de devenir convertible, doucement, doucement. Les Chinois ne sont pas pressés.

On voit donc très bien les lignes de force du projet Chinois.

1. Soutien financier aux pays en forte croissance en Asie Financement des infrastructures de communication partout en Asie
2. Internationalisation du Yuan, appuyé sur la place financière de Hong-Kong
3. Création d'un marché obligataire en Yuan, d'abord à Hong-Kong, puis partout dans le monde.
4. Cela requiert une monnaie forte, un abandon des activités à faible valeur ajoutée telles le textile ou les matières premières, un développement de la technologie et des Universités et bien sur l'émergence d'un état de Droit en Chine, ce qui ne va pas être facile, mais les autorités pour la première fois utilisent le mot dans tous leurs discours.

Mais cela veut dire aussi que la Chine retrouve sa place en Asie, c'est à dire

la première, ce qui a toujours été le cas dans l'Histoire.

Pendant des siècles, le PIB Chinois représentait 20 % du PIB mondial.

Sous Mao, l'empereur fou, nous étions à 5 %...sous les acclamations de la gauche Française.

Nous sommes en train de retourner à 14 % avec 20% de la Population mondiale , en marche vers les 20% (pour approfondir, Voir [Angus Maddison](#) et surtout, [Chinese Economic performance in the long run](#), Etude complète sur l'évolution du PNB Chinois)

Voilà qui n'amuse pas les USA qui manœuvrent aussi mal qu'il est possible, en envoyant la Russie dans les bras de la Chine, qui n'en croit pas son bonheur. Favoriser l'alliance des deux puissances qui contrôlent l'ensemble des terres asiatiques est à peu près aussi idiot que si les Anglais avaient favorisé une alliance entre la France et la Prusse au XIX eme siècle.

Voilà qui amuse encore moins le Japon, qui du coup et à tout hasard, dévalue sauvagement pour rester compétitif dans ce monde nouveau qui s'annonce. Le Japon a compris et se dit qu'à tout prendre, il vaut mieux devenir la réserve de haute technologie pour l'Asie que de rester une colonie des États Unis. Le prochain grand marché haussier, qui a peut être déjà commencé aura donc lieu en Asie et sera centré sur Hong-Kong et peut être sur Tokyo et Singapour.

Antoine de Saint-Exupéry savait que pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agissait pas de le prévoir, mais de le rendre possible. Je n'ai, pour ma part, jamais rien prévu, je m'efforce juste, encore et toujours de comprendre les possibles.

Le temps nous le dira.

## **Draghi le charmeur et les USA dans le coma**

■[Chronique matinale par Thomas Veillet - nov 18, 2014](#)

Nouveau record sur le S&P500 – avec une hausse de 1 point – mais nouveau record quand même et l'Europe qui monte parce que Draghi leur a raconté comment ça sera trop cool le jour où il va lancer son stimulus... son QE, son truc à lui quoi...

C'est incroyable combien de fois le marché européen est monté parce que Draghi a dit qu'il allait « faire quelque chose », alors qu'en fait il ne fait rien.

Il va le faire on en est « presque » tous convaincus, mais pourtant à chaque fois qu'il en parle, on saute à pieds joints dans ses théories et ses histoires fantastiques. Ce type est un romancier en fait. Un romancier de talent, soit, mais un romancier – ou alors c'est un vendeur de classe mondiale.

Toujours est-il qu'hier il a encore promis qu'il ferait quelque chose, qu'il n'a rien fait et que le marché européen et que le marché américain par contagion sont montés de concert sur du vents, des promesses, des théories...

En ce qui concerne le marché américain, il est monté, mais il est monté de manière tellement molle que l'on a de la peine à s'exciter pour le nouveau record affiché. Tout d'abord c'est le quarantième et des poussières, au bout d'un moment, ça devient vachement moins drôle. Et moins fun. Et puis aussi depuis le 22 octobre, la plus grosse variation à la baisse sur l'indice américain aura été de 0.3%. Sans compter que les 5 dernières séances ont été contenues dans un canal de 6 points. Jamais depuis que le Président Lyndon Johnson était à la Maison Blanche, le marché avait aussi peu bougé, ce qui nous ramène tout de même en 1969, je n'étais même pas né !!!

Bref, on s'ennuie.

Et comme à chaque fois que l'on s'ennuie sur le marché, tout le monde y va de sa petite théorie. En tous les cas, ce matin je peux vous dire que la majorité du marché pense que l'on est à l'aube d'une correction majeure. Hier JP Morgan a réduit son exposition aux actions américaines et recommandé de se concentrer sur l'Europe à la place. Il y a je ne sais pas combien de stratégestes de tout bords, techniciens et pas techniciens qui viennent nous mettre en garde contre la prochaine baisse à venir et qui nous expliquent que le marché ne peut plus aller en avant, qu'il est suracheté, que les valorisations sont trop hautes, que nous sommes en phase euphorique – soporifique, l'euphorie, mais euphorie quand même et que, surtout, il n'y a jamais eu aussi peu de « bears » dans le marché et ce n'est jamais un très bon signe.

C'est là que ça commence à me déranger... Quand je lis les médias, quand je regarde la télé, quand je parle autour de moi, j'ai le sentiment que la majorité des gens pensent que ça ne peut pas durer et que, comme ont dit dans le milieu « on va s'la prendre »... Et pourtant, les sondages continuent de nous dire que TOUT le monde est bullish... Désolé, ce n'est pas ce que j'entends. Alors peut-être que j'ai la chance de parler UNIQUEMENT aux « gens qui

savent », mais ça me paraît tout de même étrange, surtout que la seule chose que j'ai apprise en 25 ans de carrière, c'est que les krachs sont rarement annoncés et si ils le sont, c'est que ça ne dure pas longtemps... On ne peut pas baisser si personne n'a rien à vendre, on ne peut pas paniquer si l'on ne perd pas assez d'argent.

Alors peut-être que je me goure, peut-être que je suis complètement à côté de la plaque et c'est certainement ça, mais je dois dire que quand je vois les marchés qui montent même lentement et que TOUT LE MONDE vient me dire que l'on va se casser la gueule, j'ai de la peine à y croire, car même en mars 2000 au plus haut des plus haut sur le Nasdaq, personne ne croyait à la baisse et même après des baisses de 13% on moyennait à la baisse en parlant de nouveaux records !!! et cette fois on aurait tout compris ???

Désolé, je n'y crois pas une seconde. Le prochain krach, on y aura droit, mais on se fera prendre au piège comme d'habitude. Il y aura peut-être un Roubini ou une Garzarelli qui aura tiré la sonnette d'alarme au bon moment, mais rien de plus. Pas comme aujourd'hui où tout le monde est « prêt » juste au cas où.

Non, le seul qui me paraît faire un discours censé, c'est Grantham qui a encore dit hier que le krach arrivera, mais pas avant une phase d'euphorie débile et selon lui, la phase d'euphorie débile n'arrivera pas avant 2250... Peut-être qu'il nous faut la mise en bourse de Snapchat et d'Uber pour que l'on parte en plein délire, ensuite on pourra se poser de des questions, mais à mon avis et comme d'habitude, on ne verra rien venir.

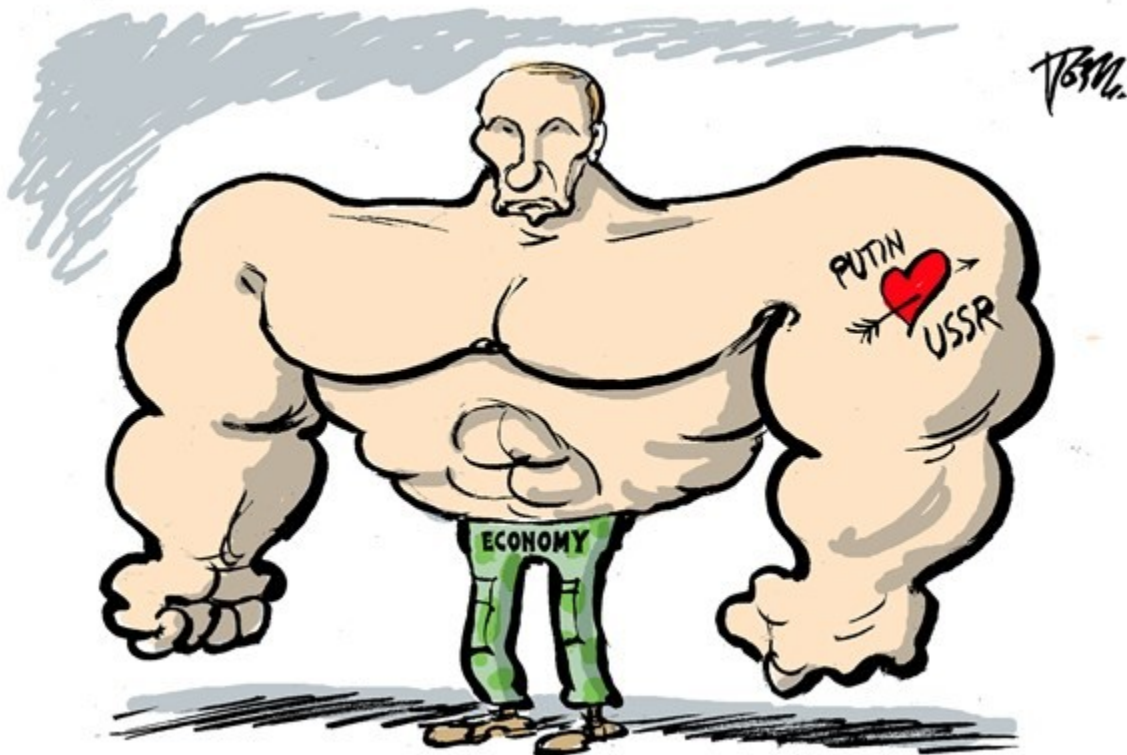
Alors oui, on peut passer notre temps à dire que ça va baisser tous les jours et rater les 15 derniers pourcent de hausse tout en ayant la fierté de pouvoir dire « je vous l'avais dit », mais ce n'est pas forcément le but du jeu. Je rappelle tout de même que Roubini, qui a vu le krach de 2007-2008 et négatif sur le S&P500 depuis les 666.. Il a donc raté pas loin de 1500 points de hausse.. Pour autant qu'il ne s'est pas mis short à 666...

Les marchés financiers ne sont pas une science exacte, personne ne sait ce qui se passera dans trois mois ou dans un an, faire des prévisions pour identifier le « turning point » équivaut plus à avoir de la chance ou pas...

Dans les nouvelles du jour, Baker Hughes explosait encore hier, dans la foulée de son rachat par Halliburton pur 35 milliards. Et DreamWorks se pétaît la figure de 14% (encore une fois) puisque c'est le second take-over qui ne voit pas le jour après la rebuffade de Hasbro qui renonçait. Un analyste

de Deutsche Bank semble très confiant pour la période du Christmas Shopping qui arrive, il semblerait que les retailers sont en train d'engager des temporaires comme des fous, laissant supposer que la folie acheteuse ne se fera pas seulement sur internet. Nous aurons plus d'informations après Thanksgiving qui arrive à grands pas.

Le pétrole ne fait rien. Ce matin l'or noir est à 75.20\$ et l'or est à 1188\$, malgré que le Crédit Suisse vient d'annoncer qu'ils sont négatifs sur le métal jaune et ont un objectif à 950\$ l'once, c'est même carrément une de leur 10 meilleures idées pour 2015 : « Shortez l'or ». On rappelle que ce négativisme sur l'or n'est pas une nouveauté pour le Crédit Suisse, puisque récemment on les a encore entendu citer le niveau des 660\$ comme objectif long terme.



En Asie, on repart à l'assaut. Le Nikkei rebondit massivement après sa démission d'hier. Maintenant que l'on sait que l'on est en récession, on se dit que l'on n'a plus rien à perdre et on attend de voir ce que Abe va annoncer pour les élections anticipées qui ont l'air d'être une meilleure nouvelle pour le marché que le fait d'être en récession ou pas puisque le Nikkei est en hausse de 2.22% – et puis on rêve aussi d'un nouveau stimulus fiscal, puisqu'au Japon on ne vit que par et pour les stimulus de tous genres. En



revanche, la Chine et le fait qu'ils se soient ouvert au monde boursier n'a pas généré une passion soudainement débordante et ce matin, Hong Kong et Shanghai sont tous deux en baisse de 0.9%. En Chine, c'est surtout les prix de l'immobilier qui font peur.

La Belgique accuse HSBC d'avoir aidé des contribuables à évader le fisc local. Ça sent un peu le réchauffé comme histoire, Les Gouvernements sont tellement nuls dans leur gestion économique en ce moment, que la seule chose qui les intéresse, c'est de trouver des évadés fiscaux pour noyer le poisson et amener les médias à parler d'autre chose, de noyer le poisson. Ça devient limite fatigant à la fin. Et pendant ce temps-là, on ne parle plus des méthodes de Juncker.

Autrement Icahn prévoit une correction majeure des marchés boursiers, mais dans 3 à 5 ans. Et puis on cherche toujours des soldats russes en Ukraine, malgré les annonces « officielles », ça n'a pas l'air évident de trouver une colonne de chars russes dans une botte de foin. Le médecin américain traité pour Ebola aux USA est arrivé trop tard et est décédé hier. Mais plus personne ne parle d'Ebola, ni même de la société qui vend des combinaisons étanches. Le nouveau jeu du moment c'est de trouver la société pétrolière qui sera la prochaine à se faire racheter et Snapchat (encore eux) s'associent à avec Square pour créer un système qui permettra d'envoyer de l'argent au travers du réseau Snapchat – l'article ne précise pas si l'argent disparaîtra au bout de 30 secondes.

Le Barron's encense le deal Halliburton-Baker Hughes. C'est une idée de génie de payer 78\$ pour Baker Hughes, même si personne n'en voulait à 52 il y a trois jours. Le journal se demande aussi si le marché des actions n'est pas en sursis avant la prochaine correction – encore un qui croit que c'est fini et qui l'annonce. Au conditionnel, d'accord, mais qui l'annonce quand même.

Et puis Allergan et son Botox vont définitivement se faire racheter par Actavis pour 66 milliards de dollars. Ce n'est pas une bonne journée pour Ackman, mais au vu sa performance depuis le début de l'année, il va s'en remettre.

Côté chiffres économiques, nous aurons le PPI et le CPI à Londres, puis le ZEW en Allemagne et en Europe. Il y aura aussi les ventes des grands magasins aux States, le PPI, le Redbook, des chiffres immobiliers, Kocherlakota de la FED qui parlera et les inventaires pétroliers API. Draghi

ne parlera pas. Pas de miracle à attendre aujourd'hui donc.

Pour le moment les futures sont en hausse de 0.05%. L'Euro/\$ est à 1.2473, le Yen est à 116.68, le Bitcoin vaut 383\$, le 10 ans US est à 2.33% et l'Euro/suisse est toujours à 1.2014.

C'est tout pour aujourd'hui et pour cette semaine, puisque je serai absent jusqu'à lundi prochain. Je vous souhaite donc une belle fin de semaine et un bon week-end. On se revoit lundi 24 à la première heure. Belle journée. Et bonne chance pour demain avec ces tocards de TPG en grève...